

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 23/78

**VENTE A LA REGION SUD
PROVENCE-ALPES-CÔTE
D'AZUR DES PARCELLES
SITUEES A HYERES-LES-
PALMIERS - LA CRESTADE
VIEUX CHEMIN DE TOULON -
CADASTREES SECTION AM
N°254, 257, 261, 313, 318 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/78

BUREAU DU 6 MARS 2023

**O B J E T : VENTE A LA REGION SUD PROVENCE-ALPES-CÔTE
D'AZUR DES PARCELLES SITUEES A HYERES-LES-
PALMIERS - LA CRESTADE VIEUX CHEMIN DE
TOULON - CADASTREES SECTION AM N°254, 257, 261,
313, 318 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/01 en date du 15 juillet 2020 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les différents échanges et accords entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Commune de Hyères-les-Palmiers,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°18/1040 du 03 décembre 2018, portant sur la vente des parcelles cadastrées AM N°48-145 et 200 sises Vieux Chemin de Toulon sur la commune de Hyères-les-Palmiers,

VU le plan parcellaire du 12 mai 2022 et le document d'arpentage n°11093 Y du 10 mai 2022 dressés par le Cabinet AGE2F, géomètre-expert à Hyères-les-Palmiers,

VU le permis de construire en vue de l'édification d'un nouveau lycée délivré par la Ville de Hyères-les-Palmiers, à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 21 septembre 2021,

VU le courrier d'accord en date du 14 décembre 2021 de la Métropole pour la cession des parcelles métropolitaines situées à Hyères-les-Palmiers (83 400) quartier de la Crestade, Vieux Chemin de Toulon, cadastrées section AM n°264, 261, 254, 257 et AM n°48 (p) au profit de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU la déclaration préalable de division en vue de construire déposée par les services de la Métropole en date du 12 septembre 2022 auprès du service urbanisme de la Ville de Hyères-les-Palmiers,

VU l'arrêté de non-opposition n°083 069 22 00528 à une déclaration préalable de division en vue de construire délivré à la Métropole Toulon Provence Méditerranée avec prescriptions à la date du 21 septembre 2022 par le service urbanisme de la Ville de Hyères-les-Palmiers,

VU les prescriptions relatives au passage d'une canalisation de la Société du Canal de Provence existante, située en bordure de la parcelle cadastrée section AM n°48, indiquées en annexe dudit arrêté de non-opposition à la DP n°083 069 22 00528,

VU le certificat de non recours et non retrait délivré le 27 décembre 2022 par la Commune de Hyères-les-Palmiers au regard de la DP n°083 069 22 00528 délivrée à la Métropole,

VU le courrier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 30 septembre 2022, entérinant l'accord de principe du 14 décembre 2021 pour la cession des parcelles cadastrées section AM n°254, 257, 261, 318 et 313 pour une emprise totale de 15 325 m², au profit de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, moyennant le prix de TROIS CENT SOIXANTE SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (367 800,00 €), soit 24 € le m²,

VU le bornage contradictoire établi en date du 09 novembre 2022 par le Cabinet GEOSAT, géomètre expert à La Farlède (83 210),

VU le courrier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 07 décembre 2022 confirmant son accord sur les modalités proposées par la Métropole concernant la procédure de cession des terrains cadastrés section AM n°254, 257, 261, 318 et 313 d'une superficie totale de 15 325 m²,

VU l'avis des Domaines n°2022-83069-47929 rendu en date du 06 juillet 2022,

CONSIDERANT que la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite acquérir auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le foncier nécessaire en vue de réaliser son projet de relocalisation du Lycée Professionnel situé à Hyères-les-Palmiers (83 400) au Golf Hôtel,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre en considération les emprises exactes des parcelles à céder telles qu'identifiées sur le plan parcellaire en date du 12 mai 2022 par le Cabinet GEOSAT, et de définir exactement le montant de la cession qui en découle,

CONSIDERANT que la surface de terrain à céder ainsi que le prix étant différents de ceux indiqués dans la décision du Bureau Métropolitain n°18/1040 du 3 décembre 2018,

CONSIDERANT que le prix de cession a été fixé d'un commun accord à VINGT-QUATRE EUROS (24 €) le m², soit TROIS CENT SOIXANTE SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (367 800 €) pour l'emprise de 15 325 m² nécessaire au projet envisagé,

CONSIDERANT qu'il convient de céder pour la somme susmentionnée, les parcelles sises à Hyères-les-Palmiers (83 400) quartier de la Crestade, Vieux Chemin de Toulon, cadastrées section AM n°254 d'une superficie de 1 042 m², AM n°257 d'une superficie de 1 007 m², AM n°261 d'une superficie de 2 007 m², AM n°318 (issue de la parcelle cadastrée AM n°264) d'une superficie de 144 m² et AM n°313 (issue de la parcelle cadastrée section AM n° 48) d'une superficie de 11 125 m², soit une emprise totale de 15 325 m²,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section AM n°313 (issue du découpage de la parcelle cadastrée section AM n°48) n'est pas concernée par les prescriptions contenues dans l'arrêté de non-opposition à une déclaration préalable de division n° DP 083 069 22 00528 relatives au passage d'une conduite d'eau brute de la société du Canal de Provence sur la parcelle anciennement cadastrée section AM n°48,

CONSIDERANT que cette conduite d'eau brute est située en bordure du reliquat de la parcelle anciennement cadastrée section AM n°48 qui n'est pas cédée à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

CONSIDERANT dès lors qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des prescriptions contenues dans la déclaration préalable susvisée,

CONSIDERANT l'accord des parties pour cette cession au prix et surfaces sus-indiquées,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE RAPPORTER la décision du Bureau Métropolitain n°18/1040 en date du 3 décembre 2018.

ARTICLE 3

DE CÉDER pour la somme de TROIS CENT SOIXANTE SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (367 800,00 €), soit VINGT-QUATRE EUROS (24 €) le m², les parcelles sises à Hyères-les-Palmiers (83 400) quartier de la Crestade, Vieux Chemin de Toulon, cadastrées section AM n°254 pour 1 042 m², AM n° 257 pour 1.007 m², AM n°261 pour 2 007 m², AM n°318 (issue de la parcelle cadastrée AM n°264) pour 144 m² et AM n°313 (issue de la parcelle cadastrée section AM n°48) pour 11 125 m², soit une emprise totale de 15 325 m², au profit de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, telles que représentées sur le plan de division du 12 mai 2022 dressé par le Cabinet AGE2F.

ARTICLE 4

DE DIRE que le document d'arpentage n°11093 Y du 10/05/2022 a renuméroté la parcelle anciennement cadastrée section AM n°48 en parcelles cadastrées section AM n°313, 314, 315, 316 et 317, et la parcelle anciennement cadastrée section AM n°264, en parcelles cadastrées section AM n°318 et 319.

ARTICLE 5

DE PRÉCISER que cette cession est consentie à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en vue de la réalisation du projet de relocalisation du Lycée Professionnel Golf Hôtel actuellement situé à Hyères-les-Palmiers (83 400).

ARTICLE 6

DE DIRE que les prescriptions contenues dans l'arrêté de non-opposition à la demande de division n°083 069 22 00528 délivré à la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 21 septembre 2022 ne sont pas applicables aux parcelles vendues à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

ARTICLE 7

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, d'une part à signer l'acte authentique de cession à intervenir ainsi que tous les documents annexes, et d'autre part, à percevoir la somme de TROIS CENT SOIXANTE SEPT MILLE HUIT CENTS EUROS (367 800,00 €) correspondant au prix de ladite cession.

ARTICLE 8

DE DÉSIGNER l'Office Notarial de Maître Gabriel ROQUEBERT sis à Ollioules (Var), en vue de la rédaction de l'ensemble des actes et documents nécessaires à la réalisation de cette cession.

ARTICLE 9

DE DIRE que les sommes afférentes à cette opération pourront être affectées au Budget Principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 10

DE DIRE que tous les frais d'actes seront à la charge de la Région Sud Provence Alpes-Côte-d'Azur.

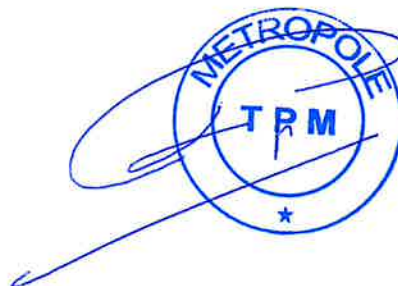
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

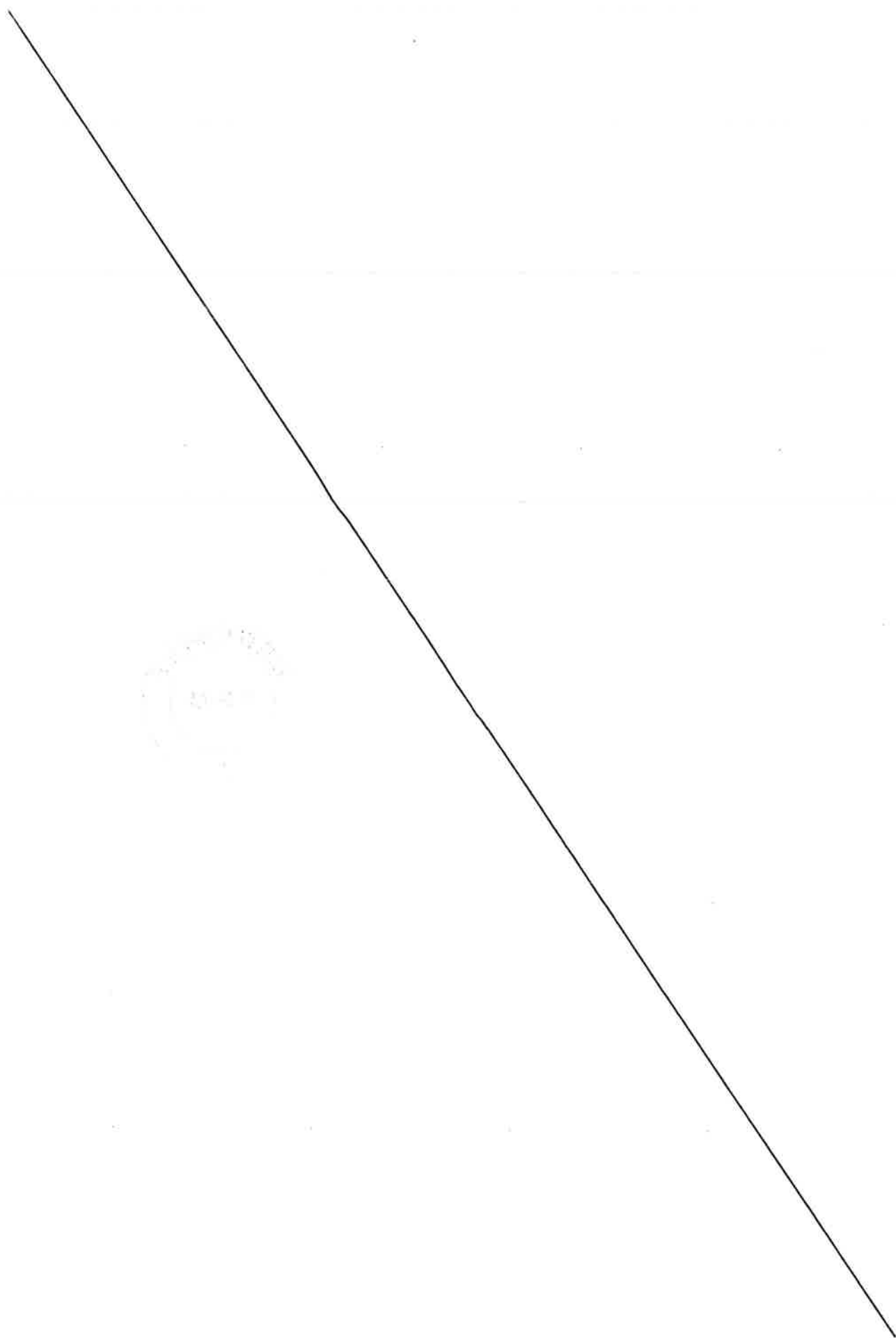
Fait à Toulon, le 6 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**Direction départementale des Finances publiques Du
Var**

Le 06/07/2022

Pôle d'évaluation domaniale

Place Besagne CS 91409
83056 TOULON CEDEX

téléphone : 04.94.03.81.35
mél. : ddfip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances
publiques du Var

à

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sandrine GUINLOT-PRADO

téléphone : **04.94.03.81.35**
courriel : sandrine.guinlot-prado@dgfip.finances.gouv.fr

**METROPOLE TOULON-PROVENCE-
MEDITERRANEE**

Réf. DS : 907 4970

Réf LIDO/OSE : 2022-83069-47929

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :

Terrain

Adresse du bien :

Chemin Vieux Chem de Toulon, 83400 Hyères

Département :

Var

Valeur vénale :

760 000 € HT

1 - SERVICE CONSULTANT

- METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

affaire suivie par : Mme DEMEULIER Catherine

2 - DATE

de consultation : 16/06/2022

de réception : 16/06/2022

de visite : extérieure

de dossier en état : 16/06/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet de cession, par le consultant, à la Région pour relocalisation du lycée Du Golf Hôtel.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Commune de HYERES

Section	Parcelle	Avant division	Superficie (m ²)
AM	318	Lot F	144
AM	261	145	2007
AM	254	43	1042
	257	45	1007
	313	Lot A	11 125
		TOTAL	15 325 m ²

Description des biens inclus dans l'ensemble à évaluer :

Beau terrain plat, en entrée de ville.



5 – SITUATION JURIDIQUE

- Nom du propriétaire : METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- Situation d'occupation : Libre

6 - URBANISME – RÉSEAUX

PLU de la Commune de HYÈRES LES PALMIERS, adopté le 10/02/2017

Zone UD :	Zone à dominante d'habitat et de services situées en périphérie des zones les plus denses et dans laquelle un renouvellement urbain est envisageable.
Desserte :	Parcelle desservie
Réseaux :	Tous réseaux à proximité
Implantation :	a) Alignement (UD 6) : Recul de 15 m de l'alignement de la RD 98 ; 4 m pour les autres voies et emprises publiques. b) Limites séparatives (UD 7) : $\frac{1}{2}$ Hauteur du bâti, minima 3 m.
Emprise au sol :	35 %
Hauteur :	15 mètres (R + 4)
Stationnement :	UD 12 : Habitat = 2 pces/logement + 1 pce supp. par tranche de 5 logements pour les opérations de plus de 5 logements.
Espaces libres :	40 % de la superficie totale du terrain.
Performance énergétique :	Non réglementé

Servitudes : Le bien est situé au sein d'un périmètre de mixité sociale de 30 %.

* ER n° 3 du PLU dont le bénéficiaire est la Région et la description 'Equipement Public Scolaire

* ER n° 57 dont le bénéficiaire est TPM et la description 'Elargissement du chemin de la Demi-lune et aménagement d'un rond-point au carrefour de la Demi-lune et du Bd du Maréchal Juin'

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

8 - DÉTERMINATION DE LA MÉTHODE

Méthode de la comparaison directe, laquelle consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Valeur vénale du bien est estimée à **760 000 € HT**

Une marge de 10 % est laissée à la libre appréciation du consultant.

Toutefois, il est rappelé à la collectivité que cette valeur, dans le cadre d'une cession, correspond à la valeur minimale qui peut être attendue.

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

18 mois

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des finances publiques
La Responsable du Pôle d'évaluation du Domaine



Sandrine GUINLOT-PRADO
Inspectrice divisionnaire des finances publiques

Toulon, le 14 Décembre 2021

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur
Direction des Lycées
Service Programmation Rénovation
énergétique et Construction
27 rue Jules Guesde
13481 MARSEILLE CEDEX 20

A l'attention de Monsieur COTTAREL

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens
Claude WEISSE

Affaire suivie par :

Catherine DEMEULIER
cdemeulier@metropoletpm.fr
04.94.00.82.85

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM/CD/2021/961

OBJET : Lieudit Le Vieux Chemin de Toulon – Relocalisation du lycée du Golf Hôtel – Accord de la Métropole pour la cession des parcelles cadastrées section AM n° 264, 261, 254, 257 et AM n° 48 (p)

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la relocalisation du lycée du Golf Hôtel et dans la continuité de nos accords, je vous confirme par la présente l'accord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la cession des parcelles métropolitaines, cadastrées section AM n° 264, 261, 254, 257 et d'une partie de la parcelle cadastrée section AM n° 48, au profit de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur au prix de 24 € le m².

Les parcelles cadastrées section AM n° 264, 261, 254 et 257, issues des parcelles cadastrées respectivement AM 200, 145, 43 et 45, ont été acquises par la Métropole aux consorts BELTRANDO selon acte de vente du 25 juin 2021. La parcelle cadastrée section AM n° 48, propriété métropolitaine, sera traversée par le barreau routier.

Le plan de division, relatif à l'ensemble des parcelles impactées par le projet de réaménagement du site, est en cours d'élaboration. Dès réception de celui-ci, le prix de cession des parcelles métropolitaines vous sera communiqué par mes services.

Cette démarche accomplie, une décision métropolitaine pourra être inscrite à l'ordre du jour auprès de l'instance compétente en vue d'approuver cette cession.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Président,
Par délégation,



Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon, le 30 septembre 2022

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur
Direction des Lycées
Service Programmation Rénovation énergétique et
Construction
27 rue Jules Guesde
13481 MARSEILLE CEDEX 20

A l'attention de Monsieur COTTAREL

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Catherine DEMEULIER
cdemeulier@metropoletpm.fr
04.94.00.82.85

N/Réf : HF/VP/CW/CH/MM/CD/612

OBJET : Lieudit Le Vieux Chemin de Toulon – Relocalisation du Lycée du Golf Hôtel – Cession des parcelles cadastrées section AM n° 318, 261, 254, 257 et 313 à la REGION SUD PACA

PJ : 1 plan parcellaire du 12/05/2022
1 Arrêté de non-opposition avec prescriptions à la DP n° 0830692200528 du 21/9/2022
1 décision métropolitaine DP 21/907 du 28/12/2021
1 décision métropolitaine DP 22/620 du 13/07/2022

Monsieur le Président,

Dans le cadre du projet de cession cité en objet en vue de la relocalisation du Lycée du Golf Hôtel sur HYERES et pour faire suite à mon courrier en date du 14 décembre 2021, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le plan parcellaire dressé le 12 mai dernier par le cabinet AGE2F, géomètre-expert, missionné par la Commune de HYERES-LES-PALMIERS, associée au projet.

Cette cession intègre les parcelles métropolitaines cadastrées section AM n° 318, 261, 254, 257, 313 pour une emprise totale de 15 325 m².

Conformément à nos précédents accords intervenus en faveur d'une cession de terrains au profit de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur au prix de 24 € le m², la Métropole vous propose un prix de cession de 367 800 € (TROIS CENT SOIXANTE-SEPT MILLE HUIT-CENTS EUROS) correspondant aux parcelles et aux emprises, définies par le cabinet AGE2F, comme suit :

- Parcelle cadastrée section AM n° 318 (issue de la parcelle cadastrée section AM n° 264) d'une emprise de 144 m²,
- Parcelle cadastrée section AM n° 261 d'une emprise de 2 007 m²,
- Parcelle cadastrée section AM n° 254 d'une emprise de 1 042 m²,
- Parcelle cadastrée section AM n° 257 d'une emprise de 1 007 m²,
- Parcelle cadastrée section AM n° 313 (issue de la parcelle cadastrée AM n° 48) d'une emprise de 11 125 m²,

Soit une emprise totale à céder de 15 325 m², à hauteur de 24 € le m², pour un montant de 367 800 €.

Dans le cadre de cette cession, je vous confirme qu'une demande de bornage contradictoire portant uniquement sur les parcelles cadastrées section AM n° 313 et 319 est en cours auprès du Cabinet GEOSAT, missionné par la Métropole, considérant que les autres parcelles concernées par votre projet ont fait l'objet d'un précédent bornage.

Par ailleurs, la déclaration préalable de division en vue de construire, enregistrée sous le numéro DP 083 069 22 00528 auprès du service urbanisme de la Ville de HYERES, a fait l'objet d'un arrêté de non-opposition avec prescriptions en date du 21 septembre 2022, dont vous en trouverez la copie ci-jointe. L'affichage de celui-ci sera effectué le plus rapidement sur site par le service Action Foncière, pour une durée réglementaire de 2 mois. L'arrêté de la Commune sera affiché dans le même temps.

De plus, pour la bonne tenue de votre dossier, je vous adresse ci-joint une copie des décisions du Président enregistrées sous les n° DP 21/907 en date du 28/12/2021 et n° DP 22/620 en date du 13/07/2022.

Et enfin, en vue de la rédaction de l'acte authentique de vente, je vous propose de confier cette affaire à l'Office Notarial de Me ROQUEBERT situé à OLLIOULES en charge, de façon concomitante, de la cession des terrains appartenant à la Ville au profit de la Métropole.

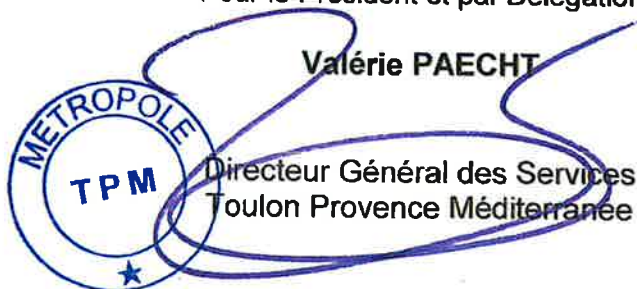
La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire,

Espérant une réponse favorable de votre part et restant dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président et par Délégation

Valérie PAECHT



Copie à :

Mme RAMAYE Anjuli
Direction de l'Architecture et de la Maîtrise d'Ouvrage Régionale
Chef du service Foncier et Gestion Immobilière



Toulon, le 5 octobre 2022

HUBERT FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur BLIN Frédéric
2558 Avenue de la Résistance
83000 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Michel MANDELLI - Chef de service Action Foncière
mmandelli@metropoletpm.fr
04.94.03.97.80

N/Réf : HF/VP/CW/CH/MM/676

OBJET: Régularisation échange de terrains

Monsieur,

Je prends acte de votre accord concernant la proposition de contrepartie financière proposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée en compensation de la cession de 150m² de votre propriété sise à La Valette du Var Château Redon et cadastrée section AR n°41. Je vous précise que tous les frais d'actes (frais de géomètre, acte notarié) seront pris en charge par la Métropole.

Comme je vous l'ai indiqué dans mon courrier du 4 août 2022, le montant de cette contrepartie financière sera inscrit au budget 2023 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et par conséquent son versement interviendra une fois que le budget de la Métropole aura été voté.

Je vous précise que cette compensation sera soumise à l'avis de l'organe délibérant de la Métropole lors de sa prochaine réunion et c'est cet organe qui autorisera le Président à signer tous les actes permettant d'officialiser cette compensation.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, et restant dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon, le 4 Août 2022

Hubert FALCO
Président de Toulon Provence
Méditerranée.

à

Monsieur BLIN Frédéric
2558 Avenue de la Résistance

83000 TOULON

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

DGA Finances et Moyens
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint

Contact :

Michel MANDELLI - Chef de service Action Foncière
04.94.03 97 80
mmandelli@metropoletpm.fr

N/REF : HF/VP/CW/CH/MM//510

OBJET : Régularisation échange de terrains

Monsieur,

Après avoir examiné votre dossier et au vu des documents transmis, je vous indique qu'en contrepartie de la cession de votre part d'une portion de 150m² de votre propriété sise à La Valette Château Redon cadastrée section AR n°41, la Métropole Toulon Provence Méditerranée vous propose un prix de 400€ le m² soit soixante mille euros (60 000€). Ce prix tient compte de la localisation du terrain (terrain situé en zone commerciale), du zonage de celui-ci.

Je vous précise que tous les frais d'actes (frais de géomètre, acte notarié) seront pris en charge par la Métropole.

Je vous indique que le montant de cette contrepartie financière sera inscrit au budget 2023 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et par conséquent son versement interviendra une fois que le budget de la Métropole aura été voté.

Je vous demande de bien vouloir me donner votre avis sur cette proposition.

Je vous rappelle qu'à ce stade la présente offre ne peut être considérée comme susceptible d'engager juridiquement la Métropole Toulon Provence Méditerranée. S'agissant d'un établissement public, seule une délibération conforme de son organe délibérant peut autoriser le Président à signer l'acte authentique.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, et restant dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,



Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée



Arrivée au Service Courrier le :

09 DEC. 2022

TPM N°

RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction de l'Architecture et de la Maîtrise
d'Ouvrage Régionale
Service Foncier et Gestion Immobilière
Dossier suivi par :
Anjuli RAMAYE – 07 86 89 27 14
Nicolas COTTAREL – 07 62 23 39 54

Madame Valérie PAECHT
Directrice générale des services
Hôtel de la métropole Toulon Provence
Méditerranée
107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon cedex 9

V/Réf : HF/VP/CW/CH/MM/CD/612
N/Réf : SPGP-D22-03060

Marseille, le 07 DEC. 2022

Objet : Cession des terrains constituant l'emprise du nouveau lycée Golf Hôtel à Hyères (83)

Madame la Directrice générale,

Chère Valérie

Suite à votre courrier du 30 septembre 2022, et après analyse du dossier de cession des terrains cadastrés AM 318, 261, 254, 257 et 313 situés à Hyères (83) pour une superficie de 15 325 m², il est désormais possible de procéder à l'acquisition des terrains de la future emprise du lycée.

Pour mémoire, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a obtenu le permis de construire relatif à la construction du lycée neuf Golf Hôtel en date du 21 septembre dernier.

Aussi, je vous confirme mon accord sur les modalités proposées s'agissant de la procédure de cession et vous prie d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de mes salutations distinguées.

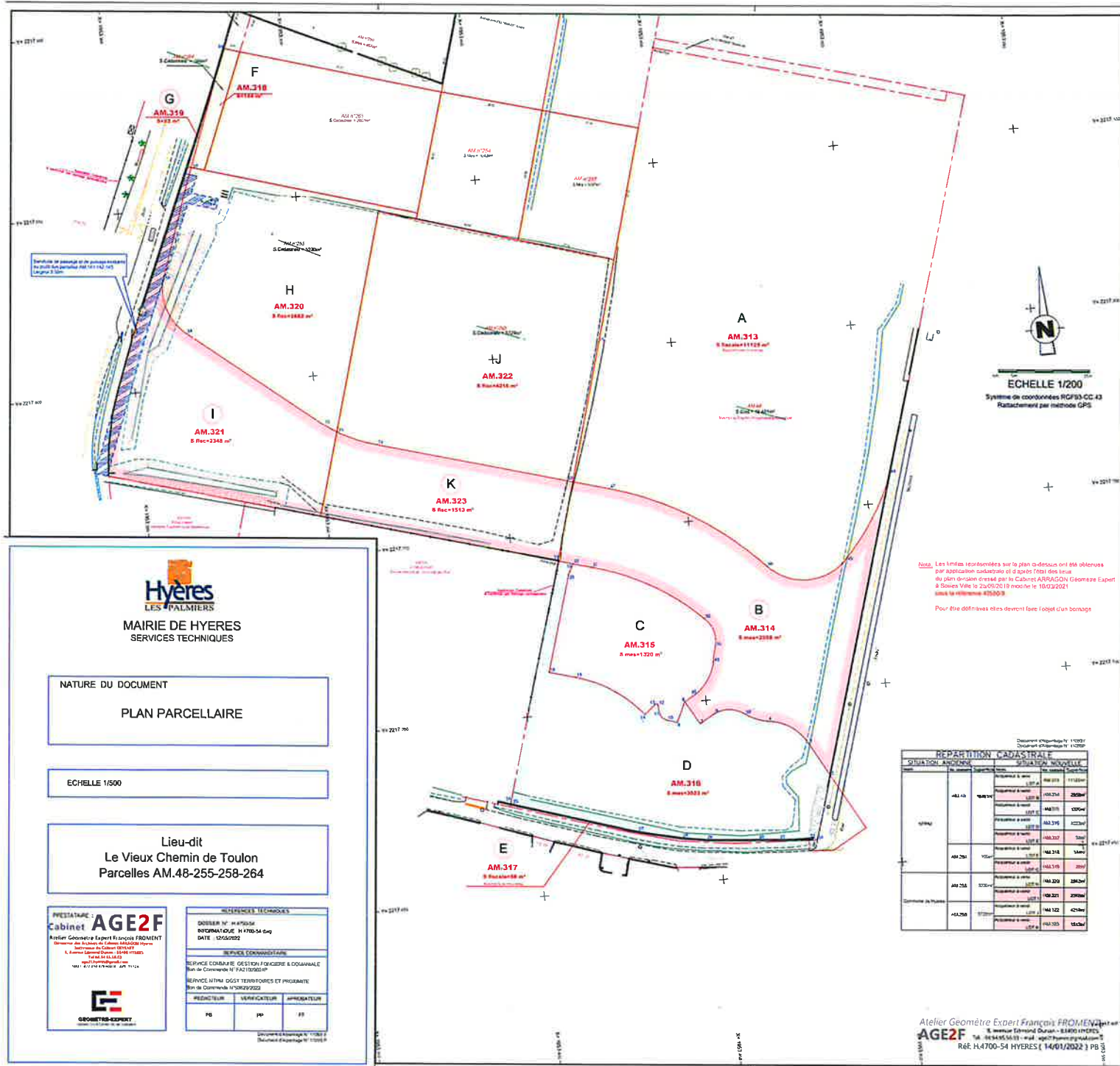
Bien à toi,

Pour le Président du Conseil régional et
par délégation,

Raphaëlle SIMEONI
Directrice générale des services

Hôtel de Région
27 place Jules-Guesde
13481 Marseille
Téléphone : 04 91 57 52 54
www.maregionsud.fr





BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 3 décembre 2018

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 1 8 / 1 0 4 0</p> <p style="text-align: center;">VENTE DES PARCELLES NON BATIES CADASTREES AM N°48-145 ET 200 SISES VIEUX CHEMIN DE TOULON SUR LA COMMUNE DE HYERES LES PALMIERS APPARTENANT A LA METROPOLE TPM AUPRES DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Robert BENEVENTI,
M. Yannick CHENEVARD,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, M.
Jean-Pierre HASLIN, Mme
Christiane HUMMEL, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Robert CAVANNA, M.
Marc GIRAUD, M. Marc
VUILLEMOT

DECISION METROPOLITAINE

N° 1 8 / 1 0 4 0

BUREAU DU 3 décembre 2018

**OBJET : VENTE DES PARCELLES NON BATIES CADASTREES
AM N°48-145 ET 200 SISES VIEUX CHEMIN DE
TOULON SUR LA COMMUNE DE HYERES LES
PALMIERS APPARTENANT A LA METROPOLE TPM
AUPRES DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE
D'AZUR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération N° 14/04/5 du 14 avril 2014 portant délégations au Président
et au bureau,

VU le courrier de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en date du 23 avril
2018 demandant la cession des parcelles non bâties sises Vieux Chemin de
Toulon, cadastrées section AM 48-145 et 200, appartenant à la Métropole
Toulon Provence Méditerranée, d'une emprise d'environ 22 703 m², en vue de
reconstruire le lycée professionnel Golf Hôtel,

VU l'avis favorable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 16 juillet 2018 fixant la cession au prix de 24€ le m², pour un montant total de 545 000 €,

VU les avis du Domaine n° 2018-069 V 1099 en date du 10 octobre 2018 et n° 2018- 069 V 1321 en date du 9 octobre 2018

CONSIDERANT que la Région Provence Alpes Côte d'Azur souhaite acquérir le foncier nécessaire auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue de réaliser son projet de relocalisation du Lycée professionnel Golf Hôtel à Hyères les Palmiers,

CONSIDERANT que le prix retenu pour cette cession a été fixé d'un commun accord à 545 000 €,

CONSIDERANT la création par la Région Provence Alpes Côte d'Azur de la nouvelle voie de desserte interne du Lycée Golf hôtel et l'acquisition ultérieure de l'emprise future de cette voie par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, suite à la suppression de l'emplacement réservé 57 inscrit au Plan Local d'urbanisme de la Ville d'Hyères les palmiers,

CONSIDERANT que l'offre présentée par la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour une acquisition amiable, répond aux attentes de la Métropole,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'autoriser la signature de l'acte notarié correspondant, de même que tous actes nécessaires y afférant,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur l'acte de cession, compromis et acte définitif, des parcelles non bâties sises Vieux Chemin de Toulon, cadastrées section AM 48-145 et 200 à Hyères les Palmiers pour un montant de 545 000 € HT, ainsi que tous les documents annexes nécessaires y afférant.

ARTICLE 3

DE PRECISER que cette cession est consentie pour la réalisation du projet de relocalisation du lycée professionnel Golf Hôtel de la Région Provence Alpes Côte d'Azur,

ARTICLE 4

D'ACQUERIR l'emprise de la future voie de desserte interne du site d'une superficie d'environ 3000 m² suite à la suppression de l'emplacement réservé 57 pour un montant d'environ 120 000€.

ARTICLE 5

DE DESIGNER Maître BOUDRY, notaire à Hyères les Palmiers, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération « Gestion des voiries métropolitaines de la ville de Hyères » n° 10163 au budget 2018(et suivants) de la Métropole TPM.

ARTICLE 7

DE DIRE que les recettes sont inscrites à l'opération « Gestion des voiries métropolitaines de la ville de Hyères » n° 10 163 au budget général 2018 (et suivants) de la Métropole TPM.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 3 décembre 2018

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 12
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Pôle Métiers
Pôle d'Évaluation du Domaine

Place Besagne
CS 91 409
83 056 TOULON CEDEX

Téléphone : 04.94.03.81.35
Fax : 04.94.03.81.86

Affaire suivie par : Jean-François MERCEY
Téléphone : 04 94 03 81 40
Courriel : jean-francois.mercey@dgfip.finances.gouv.fr

Réf.: 2018 – 069 V 1099

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques du Var
à

Monsieur le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Hôtel de la communauté d'Agglomération
107 Boulevard Henri Fabre
Service DIFH CS 30 536
83 041 TOULON Cedex 9

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NON BÂTI

ADRESSE DU BIEN : VIEUX CHEMIN DE TOULON – 83 400 – HYÈRES LES PALMIERS

VALEUR VÉNALE : 4 550 000 €

1 – SERVICE CONSULTANT : Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

AFFAIRE SUIVIE PAR : ANNE SOPHIE MAILLET

2 – Dates :

Date de consultation: 30 août 2018
Date de visite : 18 septembre 2018
Date de constitution du dossier « en état » : 1^{er} octobre

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Demande d'évaluation de la valeur vénale d'une parcelle de terrain non bâtie en vue de sa cession au profit du Conseil Régional, dans le cadre de la relocalisation du Lycée du Golf Hôtel.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Références cadastrales
Commune de HYÈRES LES PALMIERS

Section	Parcelle	Sup (ha a ca)	Lieu-dit	Observations
AM	0048	1 84 81	Rue André Malraux	Sans objet

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Pôle Métiers
Pôle d'Évaluation du Domaine

Place Besagne
CS 91 409
83 056 TOULON CEDEX

Téléphone : 04.94.03.81.35
Fax : 04.94.03.81.86

Affaire suivie par : Jean-François MERCEY
Téléphone : 04 94 03 81 40
Courriel : jean-francois.mercey@dgfip.finances.gouv.fr

Réf.: 2018 – 069 V 1231

Le Directeur Départemental
des Finances Publiques du Var
à

Monsieur le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Hôtel de la communauté d'Agglomération
107 Boulevard Henri Fabre
Service DIFH CS 30 536
83 041 TOULON Cedex 9

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NON BÂTI

ADRESSE DU BIEN : VIEUX CHEMIN DE TOULON – 83 400 – HYÈRES LES PALMIERS

VALEUR VÉNALE : 1 450 000 €

1 – SERVICE CONSULTANT : Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

AFFAIRE SUIVIE PAR : ANNE SOPHIE MAILLET

2 – Dates :

Date de consultation: 29 septembre 2018

Date de visite : 18 septembre 2018

Date de constitution du dossier « en état » : 1^{er} octobre 2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Demande d'évaluation de la valeur vénale d'une unité foncière formée de deux parcelles de terrain non bâties en vue de leur cession au profit du Conseil Régional, dans le cadre de la relocalisation du Lycée du Golf Hôtel.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Références cadastrales
Commune de HYÈRES LES PALMIERS

Section	Parcelle	Sup. Ha a ca	Adresses- zonage	Observations
AM	0145	38 89	Vieux Chemin de Toulon	
	0200	03 33		Subdivision de l'Ex-parcelle AM 0146p
Total		42 22		

Description du bien : Proche de l'entrée Ouest de la commune de Hyères les Palmiers, au sortir de l'échangeur autoroutier, entre l'hôpital de Hyères les Palmiers et le Collège Jules Ferry, rue André Malraux, se trouve une parcelle de terrain non bâtie, de forme rectangulaire et de bonne planéité, en nature de friche, cadastrée Section AM 0048, couvrant une surface de 18 481 m².

5 – SITUATION JURIDIQUE :

- Nom du propriétaire : MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- Situation d'occupation : Libre de toute occupation

6 – URBANISME ET RÉSEAUX :

PLU de la commune de TOULON.

Zone UD :	Zone à dominante d'habitat et de services situées en périphérie des zones les plus denses et dans laquelle un renouvellement urbain est envisageable.
Desserte :	Dans le cas de voie existante : les terrains doivent être desservis par des voies dont les caractéristiques sont suffisantes au regard de l'importance et de la nature du projet.
Réseaux :	Tous réseaux à proximité
Caractéristique des terrains :	Sans objet
Implantation :	a) Alignement (UD 6): <ul style="list-style-type: none">- Recul de 15 m de l'alignement de la RD 98.- Recul de 4 m pour les autres voies et emprises publiques. b) Limites séparatives (UD 7) : ½ Hauteur du bâti, minima 3 m.
Emprise au sol :	35 %
Hauteur :	15 mètres (R + 4)
Stationnement :	UD 12 : Habitat = 2 pces/logement + 1 pce supp. par tranche de 5 logements pour les opérations de plus de 5 logements.
Espaces libres :	40 % de la superficie totale du terrain.
Performance énergétique :	Non réglementé
C.O.S. :	Sans objet

Servitudes :

- PMS (Périmètre de mixité social) fixé à 30 % de la SP (Surface de Plancher) bâtie.

7 – DATE DE RÉFÉRENCE :

Le PLU de la commune de HYÈRES est opposable à compter du 22 février 2017.

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

A – Méthode de la comparaison directe : Cette méthode consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, ce terrain est valorisé de deux manières :

- TAB en vue de la construction d'un ensemble immobilier collectif dont un exemple est proche : parcelle cadastrée Section AL 0045 située elle aussi en zone UD au PLU de la commune.
- Division de la parcelle en lots individuels en vue de la construction de villas individuelles avec espaces verts et voirie interne.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

B – Méthode du CAR (Compte à Rebours) Promoteur : Cette méthode consiste à déterminer la somme maximale qui peut être affectée à l'acquisition du foncier par un promoteur immobilier, après avoir soustrait du prix prévisionnel de vente d'une opération projetée, les différents coûts grevant l'opération.

DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La présente évaluation est effectuée sur la base d'un projet théorique élaboré au vu des seuls éléments émanant des contraintes du PLU de la commune et des lois et règlement y afférents.

Sous toutes réserves, en l'absence d'un projet urbain suffisamment précis ou abouti, la valeur vénale actuelle du bien peut être estimée à : **4 550 000 €**, conformément aux prescriptions du PLU de la commune et de tous règlements et lois venant s'y agréger, sans préjuger de la décision du Service de l'Urbanisme de la commune en ce qui concerne la faisabilité.

Une marge de négociation de 10 % est laissée à la libre appréciation du consultant.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

A TOULON, le 10 octobre 2018
Pour le Directeur départemental des finances publiques



La Directrice du Pôle Métiers
André AMMIRATI
Administratrice Générale des finances publiques

Description du bien : A l'entrée Ouest de la commune de Hyères les Palmiers, au sortir de l'échangeur autoroutier, entre l'hôpital de Hyères les Palmiers et le Collège Jules Ferry, se trouve une unité foncière formée de deux parcelles cadastrées Section AM 0145 et 0200 sises Vieux Chemin de Toulon, couvrant une surface de 4 222 m², de bonne planéité, de forme rectangulaire avec une bande de terre dans la partie Nord-Ouest, longeant la parcelle cadastrée Section AM 0144.

Les parcelles à céder sont en nature de friche.

5 – SITUATION JURIDIQUE :

- Nom du propriétaire : MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
- Situation d'occupation : Libre de toute occupation

6 – URBANISME ET RÉSEAUX :

PLU de la commune de TOULON.

Zone UD :	Zone à dominante d'habitat et de services situées en périphérie des zones les plus denses et dans laquelle un renouvellement urbain est envisageable.
Desserte :	Dans le cas de voie existante : les terrains doivent être desservis par des voies dont les caractéristiques sont suffisantes au regard de l'importance et de la nature du projet.
Réseaux :	Tous réseaux à proximité
Caractéristique des terrains :	Sans objet
Implantation :	a) Alignement (UD 6): <ul style="list-style-type: none">- Recul de 15 m de l'alignement de la RD 98.- Recul de 4 m pour les autres voies et emprises publiques. b) Limites séparatives (UD 7) : ½ Hauteur du bâti, minima 3 m.
Emprise au sol :	35 %
Hauteur :	15 mètres (R + 4)
Stationnement :	UD 12 : Habitat = 2 pces/logement + 1 pce supp. par tranche de 5 logements pour les opérations de plus de 5 logements.
Espaces libres :	40 % de la superficie totale du terrain.
Performance énergétique :	Non réglementé
C.O.S. :	Sans objet
Servitudes :	PMS (Périmètre de mixité social) fixé à 30 % de la SP (Surface de Plancher) bâtie.

7 – DATE DE RÉFÉRENCE : Le PLU de la commune de HYÈRES est opposable à compter du 22 février 2017.

8 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

Au vu de la situation de cette unité foncière, la valeur vénale est déterminée par la méthode du bilan promoteur qui consiste à déterminer la somme maximale qui peut être affectée à l'acquisition du foncier par un promoteur immobilier, après avoir soustrait du prix prévisionnel de vente d'une opération projetée, les différents coûts grevant l'opération.

La présente évaluation est effectuée sur la base d'un projet théorique élaboré au vu des seuls éléments émanant des contraintes du PLU de la commune et des lois et règlement y afférents, conformément à la Directive DDTM en date du 30 juillet 2018 relative à l'article 55 de la loi SRU.

Sous toutes réserves, en l'absence d'un projet urbain suffisamment précis ou abouti, la valeur vénale actuelle du bien peut être estimée à : 1 450 000 €, conformément aux prescriptions du PLU de la commune et de tous règlements et lois venant s'y agréger, sans préjuger de la décision du Service de l'Urbanisme de la commune en ce qui concerne la faisabilité.

Une marge de négociation de 10 % est laissée à la libre appréciation du consultant.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans **un délai de dix-huit mois** ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

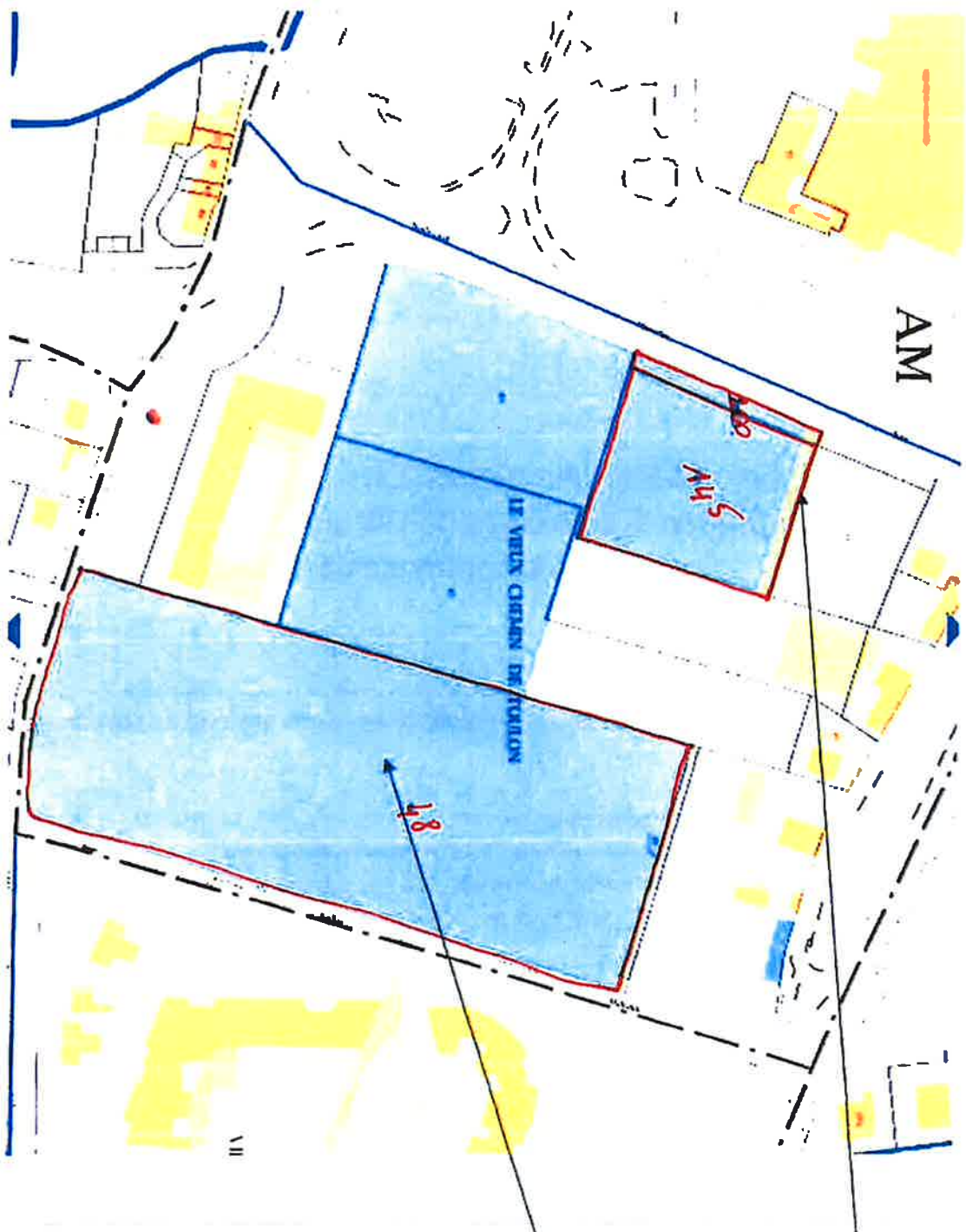
A TOULON, le 09 octobre 2018

**Pour le Directeur départemental des finances publiques
Le responsable du Pôle d'Évaluation du Domaine**



Jean-Luc PUPPI

Administrateur des finances publiques adjoint



Bande de terrain de 5 m
de large

Emprise du futur lycée

REPUBLIQUE FRANCAISE



DOSSIER : N° DP 083 069 22 00528

Déposé le : 12/09/2022

Dépôt affiché le : 13/09/2022

Demandeur : METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE

Nature des travaux : Division en vue
de construire

Sur un terrain sis à : LE VIEUX
CHEMIN DE TOULON à HYERES
(83400)

Référence(s) cadastrale(s) : 83069 AM
254, 83069 AM 257, 83069 AM 261,
83069 AM 264, 83069 AM 48

COMMUNE de HYERES

ARRÊTÉ

de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable au nom de la commune de HYERES

Le Maire de la Commune de HYERES

VU la déclaration préalable présentée le 12/09/2022 par METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE,

VU l'objet de la déclaration :

- pour Division en vue de construire ;
- sur un terrain situé LE VIEUX CHEMIN DE TOULON à HYERES (83400)

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme(PLU) approuvé par délibération du Conseil Municipal n°2 en date du 10 février 2017, et notamment la zone UD,

VU les emplacements réservés n° 3 et 57,

VU l'avis de la Société du Canal de Provence en date du 19/09/2022,

VU l'avis Favorable avec réserve de la Direction Régionale du Service d'infrastructure de la Défense de Toulon en date du 19/09/2022,

VU l'avis de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 21/09/2022,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne s'oppose pas au projet.

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Le projet devra respecter les prescriptions émises par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et jointes au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'avis de la Direction Régionale du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon, les éventuels engins de levage devront être soumis à leur approbation pour imposer le balisage diurne et nocturne ainsi que la limitation de hauteur en cote NGF = 54,20 m.

Article 4

Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions du service Géomatique et Territoire quant à l'adresse prévisionnelle du projet.

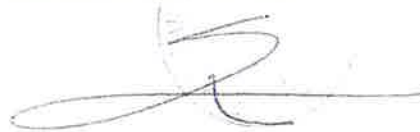
Article 5

Les recommandations émises dans l'avis de la Société du Canal de Provence susvisé et annexé au présent arrêté devront être respectées.

Article 6

Cette autorisation ne préjuge pas de la délivrance d'un permis de construire eu égard notamment à la suffisance des réseaux.

HYERES, le 21 OCT. 2012
CORNILEAU François,
Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme



NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Toulon,

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

**DGA Développement durable et valorisation
du territoire**

Mme. Christine MORICE

**Direction de la planification territoriale et
projet urbain**

Mme. Aurélie MEYER

Affaire suivie par :
GUIBERT Christelle
cguibert@metropoletpm.fr
04.94.05.35.43

21 SEP. 2022

N/Réf : HF/VP/CM/AM/CG N°2022-3162

OBJET : DP N°083 069 22 00528

Demande d'avis

AVIS SUR AUTORISATION D'URBANISME

Numéro de dossier	: DP N°083 069 22 00528
Nom du Pétitionnaire	: MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE
Adresse des travaux	: Boulevard du Maréchal Juin – Le Vieux Chemin de Toulon 83400 Hyères Les Palmiers
Déposé en Mairie le	: 12/09/2022
Transmis à TPM le	: 13/09/2022
Objet de la demande	: Division en vue de construire un établissement scolaire

Dans le cadre de cette consultation, la Métropole Toulon Provence Méditerranée émet les observations suivantes :

Assainissement :

- L'unité foncière relève du zonage d'assainissement collectif,
- L'unité foncière n'est pas desservie par le réseau public d'assainissement collectif,
- Observations : projet de raccordement via branchement long en cours d'étude.

Remarques : les travaux de raccordement au réseau de collecte des eaux usées sur domaine public seront réalisés par TPM aux frais du pétitionnaire et sur sa demande (selon art. 13 du règlement du SCA).

Collecte et gestion des déchets

- Le projet n'est pas concerné par cette compétence.

DECI :

- Le projet consiste en une division en vue de construire,
- Risque à défendre : les besoins en eau fixés par la commission de sécurité sont de 180 m³/h sur 3 hydrants au sein de l'établissement,
- Les capacités du réseau AEP sont de 120³/h maxi,
- Le projet devra prévoir le raccordement d'un poteau incendie au réseau Canal de Provence.
- Le projet est conforme à la réglementation DECI.

Eau potable :

- L'unité foncière n'est pas desservie par le réseau public d'eau potable.
- Observations : projet de raccordement via branchement long en cours d'étude.

Economie :

- Ce foncier qui accueillera à terme un lycée fait partie d'une zone à urbaniser qui n'est plus destinée à recevoir exclusivement des activités économiques : avis favorable à cette demande dans la mesure où les règles d'urbanisme sont respectées.

Enedis :

- Le projet de la déclaration préalable en instruction reprenant le projet de la DP0830692200444 dans sa totalité et suivant l'avis ENEDIS rendu le 16/09/2022 :
S'agissant d'une déclaration préalable de division des parcelles section AM n°255-258, pour les lots A, F, H, J, G, la solution technique de raccordement suit l'avis du PC 08306921Y0293 ; pour les lots I, K, B, correspondant à la création d'une nouvelle voie routière, aucun raccordement ENEDIS n'est nécessaire ; pour les lots C et D, portant sur la création d'un parc de stationnement, l'hypothèse de puissance de raccordement retenue par ENEDIS étant de 1X36 kVA (correspondant au raccordement de deux bornes IRVE), aucune extension de réseau électrique n'est nécessaire en dehors du terrain d'assiette de l'opération et n'entraîne pas de contribution financière de la part de la collectivité en charge de l'urbanisme pour l'énergie.

Espaces verts :

- Aucune remarque particulière.

Pluvial :

- Transmettre une note hydraulique complète lors du dépôt d'un PA ou d'un PC.

Voirie :

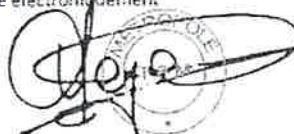
- Aucune remarque particulière.

Fiscalité :

- Le projet est soumis à la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) conformément à la délibération n°12/05/95 du 24 mai 2012, dès le raccordement au réseau de collecte, ou dans le cas d'un immeuble déjà raccordé, dès l'achèvement des travaux d'extension.

Le 21/09/2022

Document signé électroniquement
Aurélien MEYER



Remarques : les travaux de raccordement au réseau de collecte des eaux usées sur domaine public seront réalisés par TPM aux frais du pétitionnaire et sur sa demande (selon art. 13 du règlement du SCA).

Collecte et gestion des déchets

- Le projet n'est pas concerné par cette compétence.

DECI :

- Le projet consiste en une division en vue de construire,
- Risque à défendre : les besoins en eau fixés par la commission de sécurité sont de 180 m³/h sur 3 hydrants au sein de l'établissement,
- Les capacités du réseau AEP sont de 120³/h maxi,
- Le projet devra prévoir le raccordement d'un poteau incendie au réseau Canal de Provence.
- Le projet est conforme à la réglementation DECI.

Eau potable :

- L'unité foncière n'est pas desservie par le réseau public d'eau potable.
- Observations : projet de raccordement via branchement long en cours d'étude.

Economie :

- Ce foncier qui accueillera à terme un lycée fait partie d'une zone à urbaniser qui n'est plus destinée à recevoir exclusivement des activités économiques : avis favorable à cette demande dans la mesure où les règles d'urbanisme sont respectées.

Enedis :

- Le projet de la déclaration préalable en instruction reprenant le projet de la DP0830692200444 dans sa totalité et suivant l'avis ENEDIS rendu le 16/09/2022 :
S'agissant d'une déclaration préalable de division des parcelles section AM n°255-258, pour les lots A, F, H, J, G, la solution technique de raccordement suit l'avis du PC 08306921Y0293 ; pour les lots I, K, B, correspondant à la création d'une nouvelle voie routière, aucun raccordement ENEDIS n'est nécessaire ; pour les lots C et D, portant sur la création d'un parc de stationnement, l'hypothèse de puissance de raccordement retenue par ENEDIS étant de 1X36 kVA (correspondant au raccordement de deux bornes IRVE), aucune extension de réseau électrique n'est nécessaire en dehors du terrain d'assiette de l'opération et n'entraîne pas de contribution financière de la part de la collectivité en charge de l'urbanisme pour l'énergie.

Espaces verts :

- Aucune remarque particulière.

Pluvial :

- Transmettre une note hydraulique complète lors du dépôt d'un PA ou d'un PC.

Voirie :

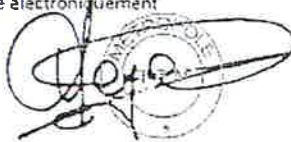
- Aucune remarque particulière.

Fiscalité :

- Le projet est soumis à la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) conformément à la délibération n°12/05/95 du 24 mai 2012, dès le raccordement au réseau de collecte, ou dans le cas d'un immeuble déjà raccordé, dès l'achèvement des travaux d'extension.

Le 21/09/2022

Document signé électroniquement
Aurélien MEYER



HERVE Maryline INGE CIVI DIVI DEF

525613

De: Guichet unique de l'Urbanisme - Ville d'HYERES <depotads@mairie-hyeres.com>
Envoyé: mardi 13 septembre 2022 14:24
À: HERVE Maryline INGE CIVI DIVI DEF
Cc: esid-toulon-domaniale.contact.fct
Objet: Direction Régionale du Service d'infrastructure de la Défense de Toulon Avis du dossier
: DP 083 069 22 00528 - METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE

Madame, Monsieur,

Nous vous consultons dans le cadre du dossier Déclaration préalable n°DP 083 069 22 00528 déposé par METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE à HYERES.

Le dossier ainsi que toutes ses pièces sont à votre disposition sur le Portail des services : [Accès au portail](#)

Vous disposez d'1 mois pour nous faire parvenir votre avis.

Pour les services internes, merci de bien vouloir mettre l'instructeur en copie de votre avis envoyé à la Métropole (avis qui devra intervenir dans les 15 jours à compter de la réception du présent mail)

Vous en souhaitant bonne réception.

Cordialement.

Le Service Urbanisme de la Ville d'Hyères

**RESERVES
SECURITE AERIENNE**
Cet avis ne concerne pas les éventuels engins de levage qui devront être soumis à l'approbation de ma direction pour imposer le balisage diurne et nocturne ainsi que la limitation de hauteur en côte
N.G.F. : 54,20 m

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SGA sid Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense Direction des opérations - Division gestion et maintenance du patrimoine - Bureau administration domaine BCRM - BP 71 - 83800 TOULON Cédex 9 N° 525613 SID/SID-TL N/BAD
SERVITUDE : T05 B.A.N. d'Hyères
AVIS FAVORABLE AVEC RESERVES <small>Pour l'ingénieur général de 2^e classe Antoine MAMRACQ par ordre l'ingénieur général de 1^{re} classe Jean-Pierre RAMILL Chef de la division gestion et maintenance du patrimoine</small> 19 SEP. 2022 Toulon, le DE STENATAIRE - Mairie d'HYERES COPIES : DOM (1)

DIRECTION DU SERVICE DE L'EAU
Service Maintenance



Le Tholonet, le 19/09/2022

Affaire suivie par Mme Delphine PAUL

Tél : 04 42 66 67 77

Fax : 04 42 66 60 23

E-mail : Delphine.Paul@canal-de-provence.com

V/Réf. : Meryame MOUILID

N/Réf. : 29 DP/2022.12159

Objet : DP 083 069 2200528
METROPOLE TPM

PJ : 1 extrait 1/2.000
1 condition de franchissements

MAIRIE
SERVICE URBANISME
12 AVENUE JOSEPH CLOTIS
BP 709
83412 HYERES CEDEX

21 SEP. 2022

Madame,

La Société du Canal de Provence n'a aucune objection à formuler sur le projet présenté.

Cependant nous vous indiquons que la parcelle section AM n° 48 sur la commune d'HYERES est concernée par le passage de nos canalisations.

Il faudra que les servitudes soient notifiées sur les actes notariés et respectées suivant les conditions indiquées dans la convention de servitudes, à savoir :

- permettre l'établissement, en limite des parcelles cadastrales, des poteaux, bornes ou regards délimitant la servitude et indiquant l'emplacement de la canalisation et des ouvrages accessoires ;
- n'exécuter aucun travail ou faire aucune plantation ou construction qui soit de nature à empêcher l'entretien et la réparation de la canalisation ; étant entendu que le propriétaire pourra cependant dans la zone d'emprise de la servitude et si ce n'est à l'aplomb même de la canalisation procéder à la plantation de vignes ainsi qu'à celle d'arbres fruitiers à faible densité et développement moyen ;
- s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages ;
- en cas de vente ou d'échange de l'une ou de plusieurs parcelles considérées, à dénoncer à l'acquéreur ou au coéchangiste les servitudes dont elles sont grevées par la convention, en obligeant ledit acquéreur ou coéchangiste à les respecter en ses lieu et place.



En vous priant de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le chef du service Maintenance,

R. DJENANE



Le positionnement des réseaux SCP indiqué sur ce plan est indicatif, avec une précision de classe B. Lors d'une DT ou d'une DICT, il doit être précisé par un pré-repérage réalisé par la SCP, à la demande et à titre gracieux. Avant tous travaux à proximité, des sondages, à la charge du demandeur sont effectués en présence d'un agent SCP. Toute modification unilatérale de ce document est strictement interdite et ne sera en aucun cas opposable à la SCP.

BD CARTO® - IGN 2008



PROCEDURE PREALABLE A L'AVIS DE LA SCP SUR LES PERMIS DE CONSTRUIRE

Suivant le décret 2011-1241 du 05/10/11, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou subaquatiques de transports ou de distribution, « toute personne physique ou morale qui envisage la réalisation sur le territoire d'une commune de travaux tels que des terrassements pour constructions », doit au stade de l'élaboration du projet, se renseigner auprès de la mairie sur les zones d'implantations des réseaux.

Les canalisations de la Société du Canal de Provence SCP assurent un service public et bénéficient d'une servitude « non aedificandi » constituant une contrainte qu'il est indispensable d'intégrer au projet avant de déposer le permis de construire.

La **Demande de Renseignement (DR)** permet de vérifier la compatibilité du projet avec le positionnement des réseaux existant, elle doit être adressée aux exploitants des ouvrages.

Pour faciliter l'identification de la présence de nos réseaux, il est possible de consulter notre site internet (www.canal-de-provence.com) pour visualiser les plans de zonage à l'échelle du département et de la commune, avec la précision du plan topographique au 1/25000 ; il rappelle aussi la réglementation en matière de DR et DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) et précise les coordonnées spécifiques de notre service en charge d'instruire ces demandes.

Contact SCP : Mme OGRODNIK

Tél : 04.42.66.72.52 – Fax : 04.42.66.60.23

Bureaux ouverts du lundi au jeudi de 8h15 à 12h et de 13h à 17h15, le vendredi de 8h15 à 12h et de 13h à 16h. Merci de prendre rendez-vous 48h à l'avance.

Dès lors que la présence de nos ouvrages est identifiée à proximité du projet envisagé, le demandeur devra fournir à la SCP :

- un plan de situation
- un extrait cadastral
- un plan masse du projet (du 1/200^{ème} au 1/1000^{ème})

La vérification de la compatibilité du projet avec les ouvrages SCP nécessite un premier repérage sur site, en présence d'un technicien spécialisé de la SCP, à partir des éléments cartographiques disponibles et des éléments constitutifs de nos ouvrages éventuellement visibles.

Si ce premier repérage ne permet pas d'obtenir une précision suffisante au vu du projet présenté (travaux envisagés proches de la canalisation enterrée), des sondages sont nécessaires pour positionner de manière précise le projet par rapport à la position physique de la canalisation sur le terrain, afin de respecter strictement la servitude. Un rendez-vous sur site est alors organisé avec le demandeur pour la réalisation de sondages en présence d'un agent de la SCP.

Le demandeur pourra éventuellement adapter son projet et devra ensuite reporter l'implantation de nos ouvrages sur son plan de masse projet avant le dépôt du permis de construire, en y mentionnant « canalisation SCP repérée (ou sondée) le --/--/-- ».

L'instruction de la demande, le conseil et les opérations de repérage sont pris en charge par la SCP, à l'exception des travaux de terrassement pour la réalisation des sondages qui restent à la charge du demandeur.

1 - PREAMBULE

Les prescriptions suivantes s'appliquent lorsqu'il s'agit de canalisations de distribution d'eau enterrées, de diamètre faible à moyen (inférieur à 450 mm).

Lorsque les conduites enterrées ont un diamètre supérieur ou égal à 450 mm, elles sont considérées comme conduites principales ou secondaires d'alimentation et chaque franchissement fera l'objet d'une étude particulière.

2 - GENERALITES

Toutes les canalisations de la Société du Canal de Provence portent une **servitude de non affectation** sur une largeur de 3 mètres, sauf dans le cas de doubleur ou la servitude est de 6 mètres.

La **généralité supérieure des tuyaux est située**, d'une manière générale, à un mètre environ sous le terrain naturel. En conséquence, le **propriétaire du terrain** s'engage

à n'exécuter aucun travail ni construction qui soit de nature à **empêcher l'exploitation normale** du réseau (tracés, entretien ou réparation des canalisations), et à s'abstenir de toute opération de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages (stabilité des conduites en particulier).

Les limites extérieures du dispositif d'épandage et de la fosse devront être implantées à 5 mètre minimum de notre ouvrage.

Tous travaux se situant sur ou à proximité des canalisations et ouvrages de la Société du Canal de Provence devront être soumis pour accord au Service Maintenance.

L'entrepreneur devra adresser une demande d'intention de commencement de travaux (DICT) au moins 10 (dix) jours, jours fériés non compris, avant le démarrage du chantier, suivant décret n° 2011-1241 du 05/10/2011 paru au J.O du 07/10/2011.

Aucune intervention (construction, fontion, terrassement) ne devra être effectuée dans la servitude précitée, c'est-à-dire à moins de 1,50 mètre de l'axe des canalisations ni en-dessous du niveau de leurs dépressions inférieures. Toute surprolongeur de terrassement par rapport à ce niveau vous contraindra, en accord avec la SCP, soit à augmenter cette distance, soit à placer une protection du talus de l'excavation, de manière à ne pas déstabiliser nos conduites. Par ailleurs, aucun terrassement ne devra être exécuté à proximité extérieure des changements directionnels des conduites sans l'avis de la SCP qui pourra ordonner, le cas échéant, un renforcement des bords de la canalisation concernée, à la charge du pétitionnaire.

Le renforcement, à chaque point singulier, ne pourra être entrepris sans accord de la SCP, faute de quoi l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de recouvrement des tranchées.

Les remblais seront exécutés en évitant la présence d'éléments durs au contact des canalisations.

La rampe en état des lieux sera effectuée avec la plus grande soin. L'entreprise exécutera au besoin, à ses frais, tous les ouvrages d'entretien nécessaires.

La réparation de toutes les dégradations causées aux ouvrages existants sera effectuée par la SCP aux frais de

L'entreprise

Après exécution des travaux de chaque franchissement et la remise en état des lieux, un croquis constatant que les travaux ont été exécutés dans les règles de l'art sera dressé par l'entrepreneur signé par lui et le représentant de la SCP qui conservera un exemplaire de ce document.

L'entrepreneur demeure responsable de ses travaux et conséquences pendant un an.

3 - CROISEMENT AVEC UNE CONDUITE SCP

L'entrepreneur localisera, en relation avec la SCP, l'emplacement de chaque point de croisement de la canalisation à poser avec la canalisation SCP en place.

En cas de ces points, une fouille sera ouverte à la main et avec un engin mécanique suivant la demande de la SCP pour mettre à jour l'ouvrage rencontré.

La cote de l'ouvrage SCP sera relevée contradictoirement par l'entrepreneur et la SCP.

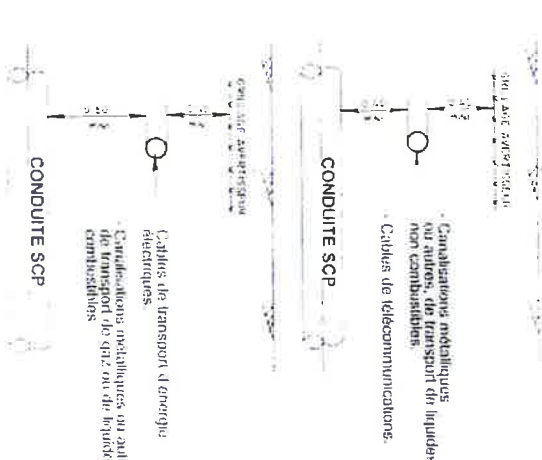
Si le franchissement de la canalisation SCP doit se faire par-dessous, l'entrepreneur procédera au renfilai de la partie découverte avec du tout venant soigneusement compacté.

Si le franchissement de la canalisation SCP doit se faire par-dessus, la fouille à ménager pour le passage de la nouvelle canalisation sera ouverte à la main en prenant toutes dispositions pour assurer la conservation de l'ouvrage existant et le renfilai sera réalisé en tout venant soigneusement compacté.

L'entrepreneur sera responsable de toutes les dégradations qui pourraient survenir à l'ouvrage SCP du fait de l'exécution des travaux et notamment du recours des liers en cas de dommages, y compris ceux causés par les eaux en cas de rupture de la canalisation SCP.

Pour les tolérances minimales de croisement, se conformer aux schémas ci-dessous.

CROISEMENT



Le dénivelé intervenant prévu sera, sauf indication contraire, constitué par un grillage plastifié de 0,50 mètre de largeur posé à 0,40 mètre au-dessus de la canalisation.

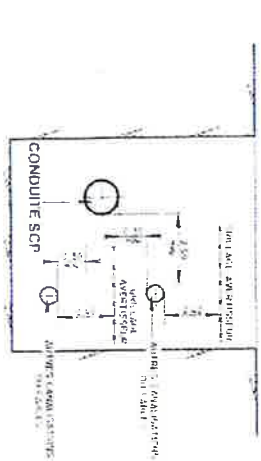
Dans le cas où ces prescriptions ne pourraient être respectées, les canalisations GAZ, P.T.T et E.D.F. seront posées sur fourreau dépassant de 1,50 mètres de part et d'autre de la canalisation SCP.

La distance entre les génératrices les plus proches de chaque des ouvrages ne sera jamais inférieure à 0,40 mètre.

4 - TRACE PARALLELE AVEC UNE CONDUITE SCP

Les conditions de réalisation seront identiques à celles du croisement (localisation, sondages, responsabilités).

La distance horizontale entre les génératrices latérales les plus proches des deux ouvrages sera au minimum de 0,50 mètre.



5 - PROTECTION CATHODIQUE

Pour les canalisations métalliques, l'entrepreneur est tenu d'indiquer le système de protection cathodique envisagé afin de le réaliser en harmonie avec celui existant sur les canalisations de la SCP.

Il prévoira également la mise en place d'une proce de potentiel sur chaque conduite permettant d'effectuer des mesures d'interactions.

Lorsque les travaux seront terminés et que le système de protection cathodique sera en fonctionnement, l'entrepreneur devra contacter le service maintenance de la SCP afin de réaliser ensemble des mesures d'interaction. Concernant les risques de corrosion dus à la protection cathodique des tuyaux, le parallélisme et le franchissement des conduites SCP devront s'effectuer de la façon suivante (extrait document COCA/SCP 4096.2122).

Parallélisme de la canalisation en fonte et de la conduite en acier protégée cathodiquement. De part et d'autre de la conduite en acier, il existe une zone interdite puis une zone dangereuse.

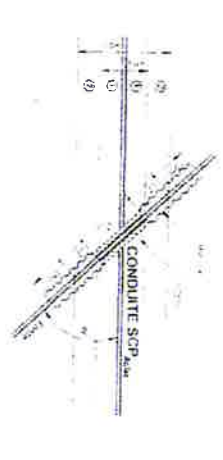
La zone interdite 1 est matérialisée par un cône latéral de fin de trépan (de part et d'autre de la conduite en acier). La canalisation en fonte ne doit pas y pénétrer.

La zone dangereuse 2

est située sur une largeur de 3m, également, au-delà de la zone interdite. Dans cette zone, la canalisation enterrée doit être protégée d'un manchon souple (manche de 200 microns).



Croisement de la canalisation en fonte et de la conduite en acier protégée cathodiquement.



Dans la zone du croisement, qui peut être assimilée à une zone interdite, la canalisation en fonte doit être protégée sous fourreau polyéthylène ou PVC.

La longueur L1 de ce fourreau doit être telle qu'il protège effectivement la canalisation fonte sur toute la largeur de la zone interdite (la valeur minimale de L1 est donc de 1,50m).

Si la représentation l'angle forme par les deux canalisations, il est évident que les conditions de croisement optimales sont réalisées lorsque cet angle est voisin de 90°.

De part et d'autre de ce fourreau, la canalisation fonte doit être protégée par une manche polyéthylène (manche de 200 microns).

- dans la fournaise de la zone dangereuse (longueur L2),

- sur une longueur de 15m au-delà de cette zone,

- sur une longueur totale minimale de 20 mètres (L2 + 15m).

Il est impératif, par ailleurs, que les points les plus rapprochés des deux canalisations soient distants d'au moins 40 centimètres.

6. MISES A LA TERRE DE POSTES DE TRANSFORMATION, PYLONES EDF, TERRES DES MASSES, ETC.

Les essais effectués en laboratoire (par EDF ou par le RAV) la tension maximum pouvant être appliquée à une conduite enterrée.

Tous, tous les cas de liques (coulées de ciment, surcharges atmosphériques, etc.) la conduite ne sera pas endommagée si l'on respecte une distance conduite prise de terre supérieure ou égale à 5 mètres.

Si cette distance ne peut pas être respectée, il conviendra de placer un écran en béton entre la conduite et la prise de terre.

VILLE D'HYÈRES
LES PALMIERS

21 SEP. 2022

Référence de la Demande

2022

AA

4.1

Date de réception de la Demande

25.04.2022

Date de la Synthèse

05.10.2022

DEMANDEUR

Référence ADS

R. 214.0293

QUALITÉ : PROPRIÉTAIRE ☐ PROMOTEUR ☒ ARCHITECTE ☐ BÉNÉFICIAIRE DU PC ☐ AUTRES :

Raison sociale

REGION SW

Nom Prénom

Adresse

27 place Jean Guenda 13481 Marseille

Adresse à retenir par le Service URBANISME pour l'enregistrement de votre dossier

Code
DGFIP

Numéro

Suffixe

Voie

boulevard Narschal - Jun

1316

AUTRES ÉLÉMENTS ÉTABLIS EN RAPPORT AVEC LA DEMANDE D'ATTESTATION

Dénomination(s) prévue(s) de l'ensemble immobilier.

Ensemble :

Lycée du Golf Hôtel

☐ Inconnue du Service ☐ Déjà présente sur Commune

Bâtiment :

☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune
☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune
☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune

☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune
☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune
☐ Inconnue du Service
☐ Déjà présente sur Commune

Dénomination(s) prévue(s) pour la voirie nouvelle.

Voie 1 :

Avenue Samuel Paty

☒ Inconnue sur la Commune et utilisable☐ Déjà présente sur la Commune ou incompatible

Décision Consensuelle

Accord de
principe du

05.05.2022

Voie 2 :

☐ Inconnue sur la Commune et utilisable☐ Déjà présente sur la Commune ou incompatible

Décision Consensuelle

Accord de
principe du

...../...../.....

Voie 3 :

☐ Inconnue sur la Commune et utilisable☐ Déjà présente sur la Commune ou incompatible

Décision Consensuelle

Accord de
principe du

...../...../.....

Adresse(s) déterminée(s) liées à la demande .

Statut de
l'Adresse

Lots / Bâtiments / Parcelles :

Numéro

Suffixe

Voie

Code
DGFIPC ☐ AC ☒

Accès Pkgs + Services

58

/

Rue André Nalraux

1160

C ☐ AC ☒

Accès Principal Lycée

50

/

Avenue Samuel Paty

.....

C ☐ AC ☒

Accès Gymnase

124

/

Avenue Samuel Paty

.....

C ☐ AC ☐

* C - Adresse Certifiée. / AC - Adresse prévisionnelle A Certifier, elle le sera après la réalisation physique des nouveaux accès prévus dans la demande et l'accomplissement du gros œuvre (HEHA) pour les constructions neuves.

Toutes modifications apportées aux dénominations, aux accès prévus et au principe de libre circulation publique sur les nouvelles voies proposées dans la demande, annuleront la présente réponse. Le projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Délivrée à HYÈRES le 16.10.2022 Pour :

L'Adjointe Déléguée

☒ Retour Urbanisme le :/...../..... (à joindre à l'arrêté favorable du dossier)☐ Transmission au demandeur le :/...../..... Par : ☐ Mail ☐ Courrier☐ Dépôt de votre dossier ☐ Utilisation après l'arrêté favorable

Lucette RITONDALE

Ce document est établi au vu des déclarations faites par le demandeur et ne vaut pas certificat de numérotation.



Déclaration préalable

Lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager



N° 13702*05

- Vous divisez un terrain pour en détacher un ou plusieurs lots en vue de construire :
 - en dehors d'un site classé ou dans les périmètres d'un site patrimonial remarquable, des abords des monuments historiques ;
 - sans création ou aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs à plusieurs lots et propres au lotissement.
- Vous réalisez une division foncière dans une commune qui a institué le contrôle des divisions dans le cadre de l'article L. 115-3 du code de l'urbanisme.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

D P 83 069 22 00528
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la
MAIRIE D'HYÈRES LES PALMIERS
ARRIVÉE
12 SEP. 2022

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis à l'architecte des Bâtiments de France
ou au Directeur du Parc National

1 - Identité du déclarant

Le déclarant indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de déclarants multiples, chacun des déclarants, à partir du 2^{ème}, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au déclarant indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres déclarants, qui seront co-titulaires de la décision de non-opposition et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

21 SEP. 2022

Vous êtes une personne morale

Dénomination METROPOLE TPM

Raison sociale : EPCI

N° SIRET : 2 4 8 3 0 0 5 4 3 0 0 2 1 7 Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale

Madame ☐Monsieur ☒

Nom : FALCO

Prénom : Hubert

2 - Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : 107 Voie : Boulevard Henri Fabre

Lieu-dit : _____ Localité : TOULON

Code postal : 8 3 0 0 0 BP : 0 4 1 Cedex : 0 9 Pays : FRANCE

Téléphone : 0 4 9 4 0 0 8 2 8 5

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____

Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

BP : _____

Cedex : _____

Pays : _____

Téléphone : _____

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Pour les déclarations portant sur une construction ou des travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13703.

Pour les déclarations portant sur d'autres constructions et travaux non soumis à permis de construire, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13404.

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : cdemeulier@metropoletpm.fr

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie : Boulevard Maréchal Juin

Lieu-dit : Le Vieux Chemin de Toulon

Localité : HYERES

Code postal : 83400 BP : Cedex :

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 4)

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : superficie totale des parcelles concernées MTPM : 22 703 m² (cf plan joint détaillé)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain Oui ☐ Non ☒

Si oui, à quelle date a-t-il été délivré ?

Cette donnée, qui est facultative, peut toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

4 - Le projet

☒ Division en vue de construire

☐ Division dans une commune qui a institué le contrôle des divisions dans le cadre de l'article L.115-3 du code de l'urbanisme.

5- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
☐ se situe dans les abords d'un monument historique

6- Participation pour Voirie et Réseaux (PVR)

Vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour Voirie et Réseaux, indiquez les coordonnées du propriétaire, s'il est différent du déclarant

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex : Pays :

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

7 - Engagement du déclarant

J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable (vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes propriétaire ou co-indivisaire du terrain ou si vous en avez l'autorisation ou un mandat du ou des propriétaires ou si vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique).
Je soussigné(e), auteur de la déclaration préalable, certifie exacts les renseignements fournis.

À HYERES,

Le :

12/05/2022



Signature du (des) déclarant(s)

Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires signés et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires signés supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : _____ Section : A M Numéro : 0 2 6 4
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 166 m² (cf plan de division du Cabinet géomètre AGE2F du 12/05/2022)

Préfixe : _____ Section : A M Numéro : 0 0 4 8
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 18 481 m² (cf plan de division du Cabinet géomètre AGE2F du 12/05/2022)

Préfixe : _____ Section : A M Numéro : 0 2 6 1
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 2 007 m² (cf plan de division du Cabinet géomètre AGE2F du 12/05/2022)

Préfixe : _____ Section : A M Numéro : 0 2 5 4
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 1 042 m² (cf plan de division du Cabinet géomètre AGE2F du 12/05/2022)

Préfixe : _____ Section : A M Numéro : 0 2 5 7
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 1 007 m² (cf plan de division du Cabinet géomètre AGE2F du 12/05/2022)

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____
 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____ TOTAL (en m²) : 22 703



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une déclaration préalable

Lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre déclaration, vous pouvez vous référer à la notice explicative jointe et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Vous devez fournir deux dossiers complets dans le cas général. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si votre projet est situé dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...)¹. Chaque dossier doit comprendre un exemplaire du formulaire de déclaration accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre demande, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R.423-2a) du code de l'urbanisme]. En outre, cinq exemplaires supplémentaires des pièces DP1 et DP10, doivent être fournis, quand ces pièces sont nécessaires à l'instruction de votre demande, afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A.441-9 du code de l'urbanisme].

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> DP1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> DP9. Un plan sommaire des lieux indiquant les bâtiments de toute nature existant sur le terrain [Art. R. 441-10 b) du code de l'urbanisme]. A fournir uniquement s'il existe des bâtiments sur le terrain.	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> DP10. Un plan coté dans les trois dimensions faisant apparaître la ou les divisions projetées [Art. R. 441-10 c) du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
Si votre projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d'aménager, dans la limite du nombre maximum de lots autorisés :	
<input type="checkbox"/> DP 10-1. L'attestation de l'accord du lotisseur [Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹ Vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

1/2


N° 51190#05

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1. Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

• **Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

Attention : les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

• **Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages,...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

• **Le formulaire de permis de démolir** doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé.

Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire ainsi que celui de la déclaration préalable permettent également de demander l'autorisation de démolir.

• **Le formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis.

Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2. Informations utiles

• Qui peut déposer une demande ?

Vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

• Recours à l'architecte :

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction et pour présenter votre demande de permis de construire. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3. Modalités pratiques

• Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

Attention : votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

• Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

Attention : des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

Attention : certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

• Où déposer la demande ou la déclaration ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

• Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

Attention : dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public,...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4. Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement, ...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus ().

Commune :
HYERES (069)

N° d'ordre du document d'arpentage : 11093 Y
Document vérifié et numéroté le 10/05/2022
A TOULON
Par Eve SAIGNAMARCHEIX
Géomètre principal
Signé

Cachet du service d'origine :

TOULON
171 Avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION

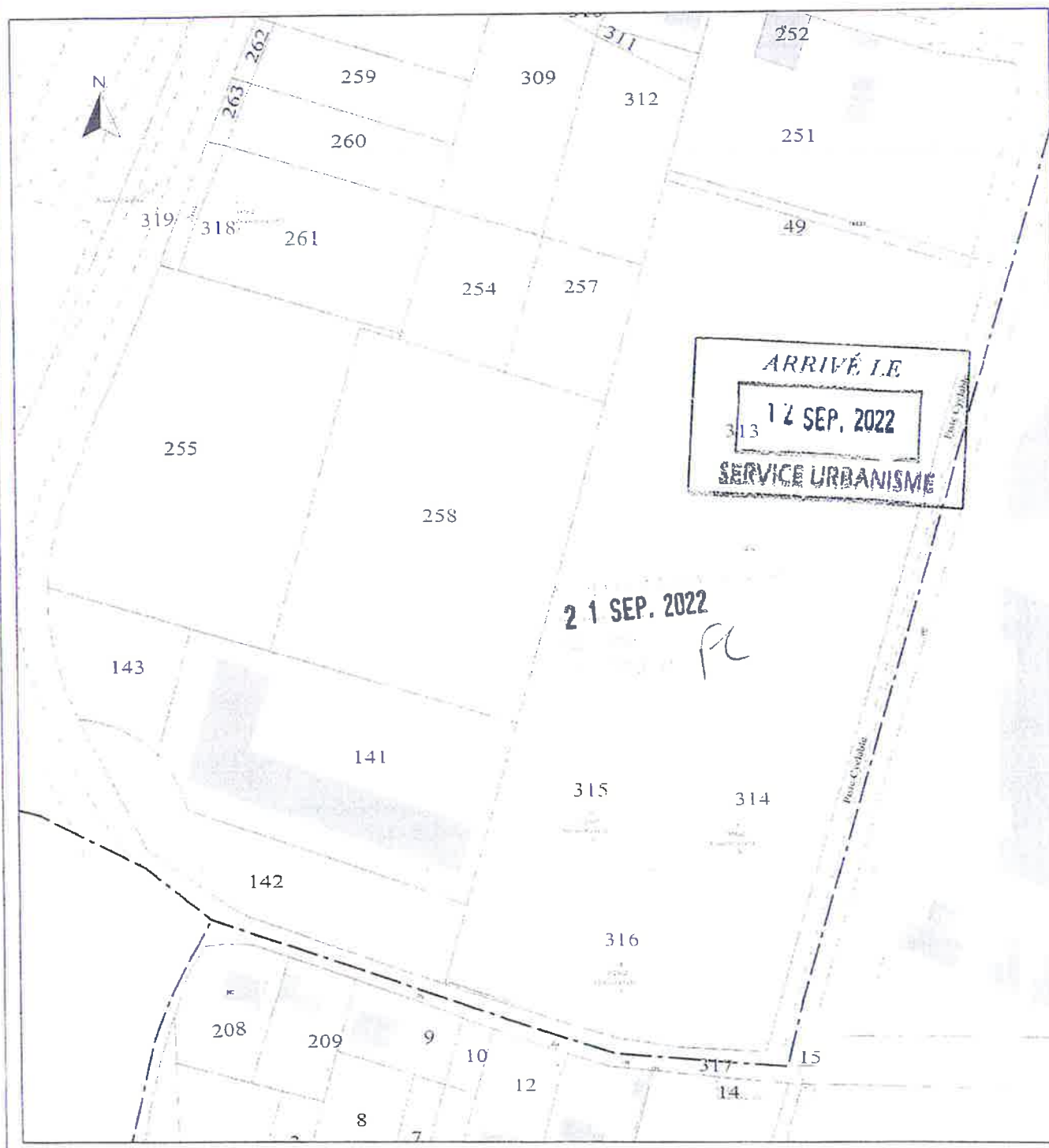
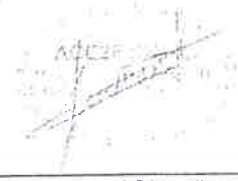
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe dressé le _____ par _____ géomètre à _____
Les propriétaires ont eu pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
A _____ le _____

- (1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires doivent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité exerçant, etc.).

Section :
Feuille(s) : 000 AM 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 10/05/2022
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage dressé
Par M FROMENT (2)
Réf. : H.4700/54
Le 10/05/2022



Département :
VAR

Commune :
HYERES

Section : AM
Feuille : 000 AM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 17/05/2022
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

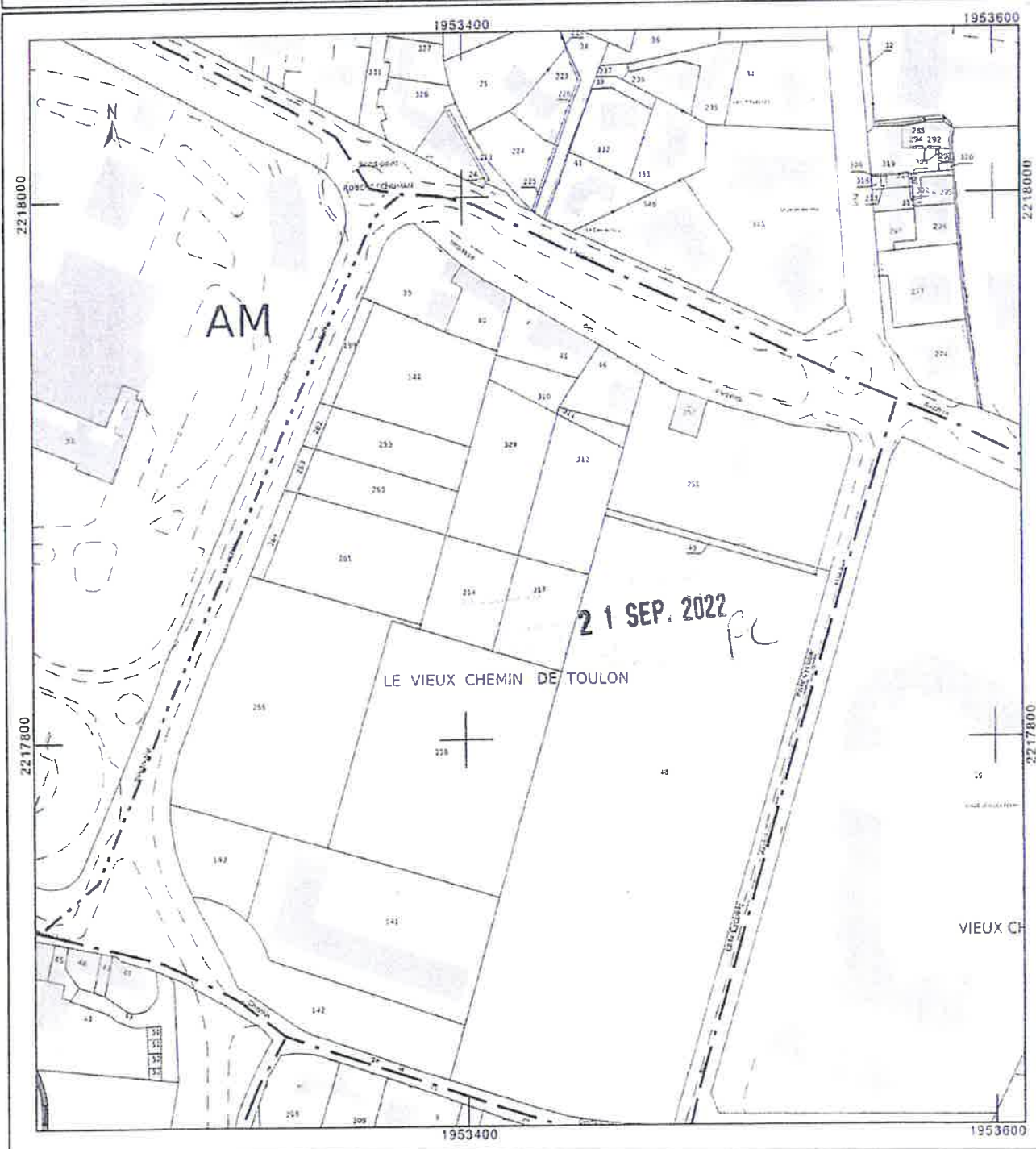
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

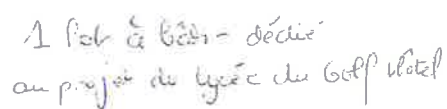
Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
TOULON
171 Avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 - fax
cdif.toulon@dgiip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



ARRIVÉ LE
17 SEP. 2022
SERVICE URBANISME



- work particles at PM $2670 \text{ m}^2 \rightarrow \text{LP } 4.1 \text{ m}^2$
 - work particles at PM $1.132 \text{ m}^2 \rightarrow \text{LP } 1.12$
 - work particles $= 3.662 \text{ m}^2$